

Washington presse pour une reprise des pourparlers inter-burundais

PANA, 03 mai 2016 Les Etats-Unis insistent sur la nécessité urgente de reprendre le dialogue burundais Washington D.C, Etats-Unis - Les Etats-Unis ont exprimé leur déception suite au report du dialogue burundais et invité toutes les parties prenantes à s'assurer de sa reprise immédiate. Elles devraient aussi s'engager à y participer sans conditions préalables ni réserves.

Dans un communiqué de presse, ce lundi, John Kirby, sous-secrétaire d'Etat et porte-parole du Département de la Défense, a déclaré que les Etats-Unis soutenaient fortement le dialogue burundais à médiation régionale, dirigé par le président tanzanien Benjamin Mkapa, sous les auspices de la Communauté d'Afrique de l'Est et "qu'ils étaient déçus de la non-reprise de ce dialogue (lundi comme prévu)". "Le report de ce dialogue ne fait qu'aggraver une crise qui a déjà causé des centaines de morts, des milliers de blessés, déplacés plus de 260.000 Burundais et dégradé encore plus la situation économique", selon le communiqué. "Les autorités politiques burundaises doivent à leurs citoyens de prendre des mesures concrètes pour résoudre cette crise le plus rapidement possible dans le cadre des Accords d'Arusha, fondement de la paix et de la stabilité au Burundi. Il est désormais temps pour toutes les parties de mettre fin à la violence et de faire preuve de retenue et d'entamer un dialogue pacifique et inclusif", a-t-il ajouté. Les Etats-Unis ont insisté la semaine dernière sur le caractère essentiel de la reprise du dialogue, vu la situation difficile dans le pays. "Cette crise qui dure depuis un an a déjà fait plus de 400 morts et obligé plus d'un quart de million de Burundais à fuir leur pays. On continue à nous signaler une augmentation des assassinats, y compris celui récemment du général (Athanase) Kararuzza, des tortures, des disparitions forcées et des violences sexuelles, ainsi que de l'utilisation des centres de détention illégaux par les forces de sécurité gouvernementales et les factions armées de la ligue de la jeunesse du parti au pouvoir. Ces violences horribles doivent prendre fin et les responsables de ces atrocités doivent rendre des comptes", poursuit le communiqué. Le général Kararuzza a été abattu lundi dernier alors qu'il était à l'école. Son épouse et sa fille ont également été tuées lors de cette attaque. Les Etats-Unis ont ajouté qu'une enquête préliminaire au Burundi par le Procureur de la Cour pénale internationale était un avertissement formel à l'égard de tous les auteurs présumés et à venir de ces actes. Le Burundi n'est plus en paix depuis que des manifestations ont éclaté en avril de l'année dernière, après que le parti au pouvoir a annoncé que le président Pierre Nkurunziza allait briguer un troisième mandat. Les manifestants soutenaient que M. Nkurunziza ne pouvait briguer un troisième mandat mais la Cour constitutionnelle a donné raison au président. Une tentative de coup d'Etat, le 13 mai, n'a pas réussi à déposer M. Nkurunziza qui était absent du pays. Il y est retourné après la maîtrise du pays. Les responsables de l'opposition indiquent que depuis lors, il règne une atmosphère générale de peur avec des assassinats, des disparitions et des violations graves des droits de l'homme.